

ÉLECTIONS ITALIE

Fratelli di sinistra

David Wagner

En vue des élections législatives, la gauche italienne se recompose. Au Luxembourg aussi, deux candidats de formations concurrentes se présentent aux électeurs italiens à l'étranger.

« C'est une situation merdique », nous avait lancé une militante de la gauche italienne au Luxembourg, lors du dernier festival des migrations, à la mi-mars. Cette militante de lon-

gue date, qui a été membre du Parti communiste italien (PCI), a accepté le cœur lourd toutes les mutations social-démocrates que le parti d'Antonio Gramsci a subies : en Partito democratico della sinistra (PDS) en 1991, en Democratici di sinistra (DS) en 1998, pour atterrir finalement au centre (centre-gauche diront ses adhérent-e-s) avec le Partito democratico (PD) fin 2007. Aujourd'hui, cette militante se retrouve entre deux chaises :

d'un côté, elle ne veut pas revoir, et ça se comprend, Silvio Berlusconi à la tête du gouvernement italien une troisième fois, de l'autre, la dernière mutation libérale de son parti ne lui plaît pas. Résultat : notre militante distribue les tracts du PD et de la Sinistra - Arcobaleno (SA) en vue des élections législatives des 13 et 14 avril. « L'important, c'est que Berlusconi ne passe pas. Mais la gauche est dans la merde. »

Le Luxembourg, où la gauche italienne est présente (voir woxx 818), est directement concerné. Jusqu'à nos jours, la communauté italienne est celle qui a le plus préservé ses traditions et son organisation politique. D'ailleurs, elle a profondément contribué à forger le mouvement ouvrier luxembourgeois en lui fournissant des bataillons de militant-e-s politiques et syndicaux. Cela a été notamment le cas pour le parti communiste

L'imbroglia de la gauche italienne

(dv) - Mamma mia ! Il n'est pas toujours évident de s'y retrouver en politique italienne. Voici dans les grandes lignes les évolutions de la gauche italienne depuis le début des années 1990 avec l'effondrement de la Démocratie chrétienne et la mutation du Parti communiste.

En 1991, le grand Partito comunista italiano (PCI) fait sa mue sociale-démocrate, la dénomination change (mais la faucille et le marteau subsistent encore quelque temps sur sa bannière) : désormais, l'on parlera du Partito democratico della sinistra (PDS, le parti démocratique de gauche). Qui dit mutation, dit scission. La gauche de PCI n'accepte pas ce tournant droitier et fonde le Partito della rifondazione comunista (PRC, parti de la refondation communiste), communément appelé « Rifondazione ». Ce dernier connaîtra lui aussi une scission, lorsqu'en 1998, le PRC décide majoritairement de mettre fin à son soutien parlementaire à la coalition du président du conseil Romani Prodi, dont le gouvernement chutera. Les membres du PRC qui n'ont pas accepté cette décision quittent le parti. Parmi eux, le président fondateur Armando Cossutta, et fondent le Partito degli comunisti italiani (PDCI, parti des communistes italiens), qui soutiendra ultérieurement le gouvernement de Massimo d'Alema. Depuis, le PRC opère un virage plus « mouvementiste » sous la direction de son secrétaire Fausto Bertinotti et avec le soutien, entre autres, de la tendance d'extrême-gauche

« Bandera rossa » (Ive internationale). En 2006, le PRC revient en partie sur ce tournant et participe à la coalition de centre-gauche « L'Unione » qui portera Prodi une seconde fois au gouvernement et dont le principal ciment était l'opposition à Silvio Berlusconi. Dans leur cheminement centriste, les DS ont franchi une nouvelle étape fin 2007 : la mutation, ensemble avec d'autres formations centristes et libérales, vers le Partito democratico (PD) à l'image de son homonyme étasunien. A sa tête, l'ancien maire de Rome et ministre Walter Veltroni comme candidat à la présidence du gouvernement et allié à la formation de l'ex-juge antimafia Antonio di Pietro (« L'Italia dei valori »). Cette mue n'a pas plu à tous les membres des DS qui ont fondé à leur tour la Sinistra democratica (SD, la gauche démocratique). Celle-ci a fini par rejoindre le cartel à gauche de la gauche, la Sinistra - l'Arcobaleno (SA, la gauche arc-en-ciel), qui regroupe le PRC, le PDCI et les Verts. Cette « déradicalisation » du PRC n'a pas non plus fait l'unanimité au sein des « rifondazionisti » : la tendance trotskiste « Sinistra critica » (gauche critique), qui avait de toute façon du mal à avaler les concessions faites à Prodi par le PRC, et a dû encaisser l'exclusion de son sénateur Franco Turigliatto, a quitté le parti et affirme son autonomie politique en présentant ses propres listes. De même, un autre courant trotskiste, le Progetto comunista de Marco Ferrando, a quitté le PRC. Il se présente aux élections sous la bannière du Partito comunista dei lavoratori (PCL, parti communiste des travailleurs). Avete capito ?

PHOTO : PARTITO DEMOCRATICO DE LUSSEMBURGO



Le « pullman » de Walter Veltroni à la recherche d'électeurs italiens éparpillés à travers l'Europe : ce 29 mars à Esch/Alzette.

luxembourgeois. Or la gauche italienne, en particulier celle issue du PCI, a conservé ses propres structures qui ont évolué au gré des événements dans la mère-patrie. Et lors des élections à venir, deux résident-e-s italiens au Luxembourg sont candidat-e-s pour les six sièges à la chambre des députés et les deux sièges au sénat réservés aux « Italiens de l'étranger ». Pour le PD, c'est l'avocate Maria-Teresa Fulci qui convoite un siège au sénat, et pour la SA, Pietro Benedetti est candidat pour la chambre.

« Les propositions de Veltroni se situent au centre. La gauche, c'est autre chose »

Mais ce dernier n'a pas le parcours « classique » du communiste italien vivant au Luxembourg. Frioulais né à Udine en 1958 et arrivé au Luxembourg en 1987, il n'est pas passé par le PCI, mais a fait ses premières armes dans les années 70 au sein du mouvement gauchiste « Democrazia proletaria ». Après une longue pause militante, il décide de rejoindre le PDS, « la seule force politique de gauche organisée au Luxembourg », lorsque Berlusconi accède pour la première fois au pouvoir. Voulant s'impliquer dans la politique du pays où il vit, il adhère en toute logique au parti désor-

mais frère qu'est le LSAP. Mais voilà, l'ultime mutation en PD lui est restée en travers de la gorge : « Les propositions de Veltroni se situent au centre. La gauche, c'est autre chose. »

Du côté du PD, on voit les choses différemment : « La gauche et centre-gauche doivent parler un langage nouveau », dit Roberto Serra, secrétaire des DS jusqu'à leur dissolution il y a quelques mois. « On ne peut pas lire les besoins des gens à travers les lunettes du 20^e siècle. Il faut une manière nouvelle de voir les choses », explique-t-il. Qu'est-ce à dire concrètement ? « On ne peut pas être contre le marché et toujours en faveur de l'interventionnisme de l'Etat. Il faut une société solidaire qui donne ses chances à tout le monde et qui ne brime pas ceux qui méritent », continue Serra. Lorsque l'on fait remarquer à Serra que ce discours est finalement très proche du discours libéral, il ne se rétracte pas : « Je ne sais pas si c'est si mauvais d'être libéral. Berlusconi parle tout le temps de libéralisme, mais il a pris beaucoup de mesures qui ne l'étaient pas du tout. Peut-être que la gauche, c'est justement être plus libéral. » Mais, en tout état de cause, il dit préférer encore un succès électoral de ses concurrents de SA à celui de Berlusconi.

Mais la préférence absolue du PD serait de gagner tout seul. C'est le but avoué de Veltroni, qui rejette toute idée d'alliance post-électorale.

La démarche du PD est clairement en faveur d'une évolution vers un bipartisme à l'américaine qui ferait disparaître les petites formations de la représentation parlementaire. Serait-ce un progrès démocratique ? « Oui, je le pense », dit Maria Teresa Fulci. Et estime que l'Italie « a besoin d'un gouvernement stable qui puisse assurer le fonctionnement de l'économie et des services publics et qui ne soit plus dépendant d'un député ou d'un sénateur ».

En tout cas, au Luxembourg, le PD n'a pas à craindre une forte concurrence à sa gauche. La section de Rifondazione (voir encart) n'existant quasiment plus, Pietro Benedetti ne peut pas compter sur beaucoup d'aide. En tout, ils sont quatre ou cinq à avoir franchi le pas. Côté PD, le groupe oscille entre les 35 et 50 personnes à être engagées dans la campagne de Fulci. Et alors que la démocrate peut se targuer d'un soutien plus important, comme la venue, le 29 mars du « pullman », le bus de campagne de Veltroni à Esch-Alzette, Benedetti s'occupe lui-même de ses propres tracts et doit sortir l'argent de sa poche pour financer sa campagne. Il sera certes remboursé, mais cela risque de durer...

De toute façon, la campagne électorale est quasiment terminée. Pour les Italiens de l'étranger, qui votent par correspondance, la clôture des urnes a lieu un peu plus tôt : le 10 avril

à 16 heures précisément. Les activités des deux candidats ne sont plus très importantes. Pietro Benedetti a tenu une soirée électorale ce jeudi au Circolo Curiel à Hollerich, tout comme sa concurrente Fulci qui en tenait tous les lundis. Mais même pour elle, les moyens ne sont pas mirobolants et sa campagne se fait essentiellement par le biais d'internet et des réseaux d'amis.

Que se passera-t-il après les élections ? Tout dépend évidemment des résultats obtenus par les camps divers et le PD n'est pas assuré de maintenir sa cohésion en cas d'échec. A sa gauche, l'expérience de la SA consiste à mettre sur pied un nouveau « sujet politique ». Benedetti en est certain : « La création du PD a ouvert un grand espace à gauche ». Electoralement, le potentiel s'établirait vers les dix pour cent et au niveau des sièges pour les Italiens à l'étranger, il estime que la SA pourrait remporter l'un des six disponibles pour la chambre. Mais au-delà des élections, Benedetti espère pouvoir construire une section de la Sinistra - Arcobaleno au Luxembourg afin de donner « une perspective d'avenir à une gauche du 21^e siècle ».